



Note conceptuelle sur les profils de pays de la Commission économique pour l'Afrique



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Note conceptuelle sur les profils de pays de la Commission économique pour l'Afrique

Équipe spéciale sur les profils de pays*

* Le présent projet de note conceptuelle a été élaboré par une équipe spéciale constituée lors des réunions des bureaux sous-régionaux sur «La coordination des approches de l'établissement des profils de pays», qui se sont tenues à Kigali (Rwanda), du 13 au 14 mai 2013, et à Rabat (Maroc) du 28 au 29 novembre 2013. L'équipe spéciale était composée de Adam B. Elhiraika (Division de la Politique macroéconomique), Chukwudozie Ezigbalike (Centre africain pour la statistique), Nassim Oulmane (Bureau sous-régional en Afrique du Nord), Andrew Mold (Bureau sous-régional en Afrique de l'Est), Steve Gui-Diby (Centre africain pour la statistique), et John Sloan (Division de la Politique macroéconomique). La note présente de nombreuses contributions émanant de tous les participants aux deux réunions.



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Table des matières

Sigles et acronymes	v
1. Introduction	1
2. Bien-fondé de l'établissement de profils de pays par la Commission économique pour l'Afrique	3
3. Objectifs	7
4. Exigences institutionnelles pour des profils de pays crédibles	9
5. Structure et format des profils de pays	11
6. Modèle de données pour les profils de pays	21
7. Périodicité, longueur des profils des pays et calendrier	27
8. Rôles et responsabilités des bureaux sous-régionaux et des divisions, et lien entre les profils des pays, les profils régionaux et d'autres publications de la Commission économique pour l'Afrique	29
9. Partenariat avec les États membres, les communautés économiques régionales et les autres parties prenantes, notamment les institutions nationales ou régionales de recherche et de formation	33
10. Besoins en financement et en aux ressources - humaines	35
11. Couverture nationale	37

Sigles et acronymes

CAS	Centre africain pour la statistique
CEA	Commission économique pour l’Afrique
IDE	Investissement direct étranger
PIB	Produit intérieur brut
FMI	Fonds monétaire international
ONG	Organisation non gouvernementale
CER	Communauté économique régionale
BSR	Bureaux sous-régionaux

1. Introduction

La présente note conceptuelle préconise l'établissement de profils de pays par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), grâce à la coordination entre ses bureaux sous-régionaux (BSR), le Centre africain pour la statistique (CAS), la Division de la politique macroéconomique et d'autres divisions techniques. Les profils de pays fourniront des données, des informations sur les institutions et les politiques ainsi que des prévisions, des analyses de risques et des politiques, et des recommandations. Ces profils pourront également être utilisés par bon nombre de clients, allant des États membres aux milieux universitaires en passant par les décideurs, la société civile, et les analystes en Afrique et en dehors du continent. Les propositions concernant la fréquence et les indicateurs spécifiques à inclure dans les profils de pays sont décrites dans cette note conceptuelle.

Certes, de nombreux profils de pays sont actuellement en circulation, néanmoins, ceux que la CEA envisage d'établir y ajoutent de

la valeur en ce qu'ils fourniraient, en temps opportun, des analyses et des prévisions d'un point de vue africain, tout en examinant et en faisant connaître, par ailleurs, le thème central de la transformation économique et structurelle dans les États membres. En outre, lors de l'élaboration des profils, un grand nombre d'utilisateurs de données pourrait, par le biais de la CEA, avoir accès aux données primaires et secondaires recueillies en vue d'une analyse supplémentaire des politiques sur l'Afrique.

La présente note conceptuelle justifie la production des profils de pays et en établit le bien-fondé. Elle en définira les objectifs, la portée et la structure suggérées, les indicateurs et les domaines d'intérêt; fournira les modèles de données, et examinera la périodicité et la durée, ainsi que les délais d'établissement des profils. La note fixera en outre les responsabilités des bureaux sous-régionaux et des divisions concernées, les partenariats à mettre en place avec les États membres et les organisations extérieures; les besoins en ressources pour l'établissement des profils, et la couverture des pays au cours du prochain exercice biennal.

2. Bien-fondé de l'établissement de profils de pays par la Commission économique pour l'Afrique

a. Lacunes dans les profils de pays actuels. Il existe aujourd'hui plusieurs profils d'indicateurs économiques, sociaux et de développement sur les pays africains, qui ont été réalisés par des organismes et institutions du système des Nations Unies. Jusqu'en 2013, la CEA a participé à la production des *Perspectives économiques en Afrique*, en produisant des notes couvrant l'ensemble des pays africains. Dans cette contribution, la CEA a fourni des notes de pays de plus de 12 pages sur la gouvernance, les questions macroéconomiques et sociales ainsi que d'autres paramètres notamment les données et l'analyse de la situation actuelle, les tendances et les projections.

Parmi d'autres profils de pays (voir annexe 2), on peut citer:

- Les profils interactifs établis par la Banque mondiale sur les défis économiques politiques et de

développement ainsi que la collaboration entre la Banque et le pays concerné.

- Les profils trimestriels de la Banque qui ne comportent que données.
- Les profils du service de recherche du magazine *The Economist* contenant des données et une analyse relatives à divers aspects économiques, politiques, environnementaux et autres de chaque pays, ainsi que des prévisions sur quatre ans. Les profils comprennent également une compilation d'événements et de rapports pertinents sur le pays. Ils comptent généralement une trentaine de pages.
- Le Factbook de la *Central Intelligence Agency* (CIA) des États-Unis d'Amérique qui fournit des informations sur diverses questions d'ordre économique, social, politique, culturel et d'autres caractéristiques des pays, de manière interactive.

- Les profils de pays du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) relatifs aux classements et tendances de l'Indicateur du développement humain (IDH), comprenant des données et des analyses descriptives.
- Les profils établis par le Département des affaires économiques et sociales (DAES) des Nations Unies centrés, entre autres, sur l'évaluation des progrès accomplis par les États membres vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), ainsi que les tendances, les données et l'analyse de la poursuite des OMD concernant les sous-indicateurs de chaque objectif.

Il existe de nombreux profils de pays complets, mais ceux qui seront établis par la CEA pourraient combler bien des lacunes. Ces profils reposeront directement sur l'évaluation des besoins d'information de leurs utilisateurs potentiels et prendront en compte les données de base recueillies en étroite coordination avec les bureaux nationaux de statistique. Ils mettront l'accent sur l'analyse des politiques, insisteront sur les questions liées à l'intégration régionale et à la transformation économique (notamment la transformation sectorielle) et fourniront un outil de prévision et d'analyse des risques. Les données primaires et secondaires collectées au cours de la préparation des profils de pays seront disponibles, grâce à la CEA, pour une analyse complémentaire des politiques en Afrique. En l'absence de collecte globale de données continentales en Afrique, nul doute

que les profils aideront la CEA non seulement à recueillir et détenir ses propres données, mais également à fournir des descriptions techniques indépendantes et indispensables sur les expériences et les perspectives de développement économique et social de l'Afrique.

b. Mandat et nouveau programme de la CEA. Les profils de pays de la CEA trouvent leur justification dans la mission et le nouveau programme de l'institution, notamment la constitution et la valorisation de centres de données sous-régionaux (dans les BSR), et la nécessité d'une cohérence et d'une harmonisation des données et des informations utilisées dans toutes les publications phares et les rapports de la CEA, y compris le *Rapport économique sur l'Afrique*. Conformément à la mission et à la nouvelle orientation de la CEA, les profils des pays porteront essentiellement sur:

- La transformation structurelle des États membres, notamment les stratégies axées sur l'industrialisation en tirant parti des ressources naturelles et agricoles du continent.
- Le développement socioéconomique inclusif des États membres et la nécessité d'évaluer et de suivre les progrès accomplis dans les domaines de la politique macroéconomique et sociale, de la planification du développement, de l'industrialisation, de l'intégration régionale et du commerce, de la gouvernance économique, du développement durable, de la création

d'emplois, de l'emploi des jeunes, de la gouvernance des ressources naturelles, de l'agriculture et des terres, de la sécurité alimentaire, des changements climatiques et de l'économie verte.

- Le renforcement des capacités des systèmes nationaux de statistique et la mise en place de partenariats avec eux pour la collecte, l'analyse et la diffusion des données, afin d'améliorer la planification des politiques de développement et leur suivi.
- La collecte, l'analyse et la prévision des données qui seront utilisées par la CEA, les États membres, les communautés économiques régionales (CER), et d'autres acteurs du développement.

c. Arrêt de la publication du rapport sur l'étude des conditions économiques et sociales. L'arrêt

de la publication de ce rapport établi par chaque bureau sous-régional, et son remplacement par des profils de pays, des profils régionaux et des profils continentaux comportant des prévisions à moyen terme et une analyse des risques et dont la périodicité est améliorée (ils seront annuels, semestriels ou trimestriels) s'explique comme suit : i) éviter les chevauchements d'activités et d'orientations qui constituent un gaspillage de ressources et limitent l'aptitude de la CEA à appliquer le principe d'unité dans l'action, ii) offrir aux agrégats annuels contenus dans les rapports phares, des données et des détails sectoriels et par pays, encore plus pertinents et iii) améliorer la fréquence des données et la réalisation des analyses sur les politiques dans les délais escomptés.¹

¹ Le but ultime de la CEA est de produire ou de mettre à jour (voire les deux) des profils de pays tous les trimestres plutôt que sur une base annuelle ou semestrielle, comme le sont les profils actuels. Une fois que les données trimestrielles seront disponibles, la première édition trimestrielle des profils de pays comprendra des données sur les indicateurs des trois premiers mois de l'année en cours. Les éditions trimestrielles suivantes porteront sur la période de trois mois en cours, et la comparaison progressive avec l'évolution au cours des trimestres précédents.

3. Objectifs

L'objectif principal des profils de pays est de permettre à la CEA de réaliser et diffuser des analyses par pays et par région et de formuler des recommandations en vue de la transformation économique afin de promouvoir la croissance et le développement social durables ; de renforcer l'intégration régionale, la planification du développement et la gouvernance économique ; d'atténuer les risques potentiels. Le processus de compilation des profils de pays supposera la collecte et l'harmonisation constantes

de données et d'informations sur le pays, l'agrégation des indicateurs qui seront utilisés par les communautés économiques régionales et d'autres groupes de pays, et l'analyse des tendances afin de produire des prévisions en temps opportun. Le processus de création de profils de pays aura pour conséquence importante de renforcer dans les États membres les capacités de production et de diffusion de statistiques et d'analyses de politiques de qualité et dans les délais prescrits, et de faciliter la planification et l'élaboration de politiques fondées sur des preuves scientifiques, en appui aux priorités du développement à l'échelle internationale et sous-régionale.

4. Exigences institutionnelles pour des profils de pays crédibles

Une étroite collaboration avec les autorités nationales et le siège de la CEA est essentielle pour la crédibilité et la fiabilité du processus d'établissement des profils de pays. Les principaux domaines de collaborations concernent :

a. Le dialogue entre les organismes nationaux et dans le pays. La collecte et la production de données demandent une coopération étroite avec les différentes institutions nationales africaines concernées, en particulier les instituts nationaux de statistique, les ministères des finances et les banques centrales. S'il n'existe pas de cadre de collaboration explicite de ce type, la CEA risque de se heurter à des réticences ou à une opposition de la part des institutions nationales qui, naturellement, préservent jalousement leur position de premiers fournisseurs d'informations et d'interprétation statistiques. Cette étroite collaboration nécessite l'intervention des dirigeants de la CEA pour obtenir un engagement aux plus hauts niveaux politiques, qui se traduira par la mise

en place d'accords avec les principales institutions nationales associées à la production de données (bureaux nationaux de statistique, banques centrales, etc.).

b. La répartition des responsabilités et des tâches au sein de la CEA. Bien que cette situation puisse s'améliorer au fil du temps, les bureaux sous-régionaux ne disposent pas aujourd'hui de ressources suffisantes pour assurer une couverture crédible de tous les pays de leur région.²Le fait de n'être pas présent dans les pays (sauf dans le pays hôte) ne facilite guère l'obtention d'informations crédibles ni les interactions régulières avec nos partenaires dans les États membres. Pour réduire le coût de la collecte des données et renforcer la capacité du Centre africain pour la statistique de coordonner la collecte globale de données, il est essentiel que le Centre intervienne dans la collecte des

² Certains bureaux sous-régionaux ne comptent que trois postes d'administrateur et un chef de section pour couvrir 14 ou 15 pays dans quelques cas.

données de certains profils de pays. Le Centre pourrait, par ailleurs, décider que l'initiative en matière d'établissement de certains profils, à l'évidence l'Éthiopie, mais également d'autres pays proches, revient au siège. Compte tenu de la faible dotation actuelle en personnel, il est en outre indispensable d'associer tous les fonctionnaires en poste dans les bureaux sous-régionaux à cet effort.

- c. Le comité de révision.** Avant la publication des profils de pays, il y a lieu de former un « comité de révision » issu du siège dont la tâche serait d'examiner les rapports et de faire part de ses réactions pour : i) proposer (on l'espère) de légères modifications aux profils de pays, et ii) autoriser leur publication. L'on aurait ainsi des profils de qualité homogène et une cohérence dans les chiffres présentés. Le comité de révision devrait comprendre des administrateurs hors classe (P5) et de rang supérieur du Centre africain pour la statistique et des chefs de groupe concernés des bureaux sous-régionaux.

Outre ces questions relatives à l'efficacité de la collaboration, le succès des profils de pays dépendra des éléments suivants :

- i. Choix des dates.** Pour qu'ils soient utiles, les profils des pays doivent reposer sur les dernières données disponibles. De ce fait, les profils qui ne paraissent pas aux grandes dates de diffusion des données seraient beaucoup moins bien accueillis par les décideurs.³ Cela

supposerait par ailleurs de respecter les délais de publication des profils, et de ne pas les retarder exagérément pour des questions de traduction, d'impression, etc. À l'heure actuelle, l'édition, la traduction et l'impression de certains documents nécessitent 4 à 5 mois. Ces retards ne sauraient être envisagés en ce qui concerne l'établissement des profils de pays. Nos partenaires et les pays membres verraient évidemment peu d'intérêt à lire des profils sur des développements datant de 5 à 6 mois.

- ii. Missions dans les pays.** Les missions sont un élément essentiel des mesures envisagées, notamment des entrevues avec des acteurs clefs (par exemple, le secteur privé, les organisations de la société civile, les groupes de réflexion, etc.) et avec des représentants du gouvernement, d'autant que la recherche sur micro-ordinateur ne permettra pas d'obtenir des informations suffisamment crédibles. Les présentations des projets de rapports, établis lors des missions, doivent être faites au cours de ces missions pour obtenir de précieux commentaires directement de la part des partenaires dans les États membres.
- iii. Édition.** Un éditeur professionnel basé au siège devrait être responsable de l'édition de tous les profils de pays, pour veiller à la cohérence du style, du langage, entre autres. Il devra dialoguer avec les auteurs sur le style et le contenu du profil, s'il a des doutes sur la clarté du message ou des arguments. L'édition sera faite avant la présentation du profil au comité de révision.

³ En principe, l'on peut contacter les organes nationaux pour obtenir des données avant leur publication officielle. Cependant, en pratique ils sont plutôt réticents à fournir ce genre d'information.

5. Structure et format des profils de pays

Par définition, les profils des pays ne sont pas censés être de longs documents. Cependant, pour répondre aux attentes au regard de la grande diversité de questions thématiques qui devraient être couvertes, nous proposons une approche modulaire des profils de pays. Elle comprend quatre grands modules, obligatoires dans tous les profils, et quatre modules «facultatifs». Les critères de distinction entre les indicateurs à «progression rapide» (tels que l'inflation, les chiffres de la croissance trimestrielle, la situation budgétaire et financière, etc.), et les indicateurs à «progression lente» (tels que ceux relatifs à la transformation structurelle ou aux avancées des secteurs sociaux) sont importants. Certains indicateurs évoluent peu d'une année à l'autre. Ceci dit, il pourrait être intéressant d'aborder les changements observés à long terme dans les indicateurs de transformation sociale et économique.

Un autre schéma serait de restreindre les rapports trimestriels aux seuls quatre grands modules, et d'intégrer l'ensemble des huit modules dans un «profil annuel», qui serait un peu plus complexe que les rapports trimestriels

(20 pages contre 12 pages pour les profils annuels). Un résumé n'excédant pas 300 mots figurerait au début de chaque rapport.

Les quatre grands modules comprendraient les sections suivantes :

- 1. Introduction** (1000 mots). Le contexte national et sous-régional, notamment la performance économique (croissance annuelle et trimestrielle du produit intérieur brut (PIB). Les principales évolutions économiques et sociales. Les développements régionaux.

Les indicateurs qui pourraient être intégrés dans cette section sont entre autres:

- Le taux de croissance réelle
 - » Le taux trimestriel (le cas échéant);
 - » Une comparaison avec les dernières années;
 - » Une comparaison avec l'Afrique et ses sous-régions, et avec d'autres régions du monde.

2. Performance économique (2 400 mots) (analyse à court et moyen terme). Un examen de l'évolution de la situation macroéconomique (performance sectorielle, inflation et politique monétaire, comptes courants et performance commerciale, politique budgétaire et politique d'endettement, compte de capital).

Les indicateurs qui pourraient être intégrés dans cette section sont entre autres:

- Le PIB par activité (optique de la production):
 - » Le poids de chaque secteur;
 - » La contribution de chaque secteur à la croissance de la sous-région (notamment comparée à l'Afrique et aux autres quatre sous-régions);
 - » La croissance annuelle par secteur;
- Le PIB (optique des dépenses) ;
- Les exportations et importations de produits manufacturés;
- La proportion de la population active dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire (notamment comparée à l'Afrique et à d'autres régions du monde);
- La proportion de la population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour en PPA⁴ (notamment comparée à l'Afrique et à d'autres régions du monde);

- Les écarts entre les taux d'intérêt (courbes de rendement), mesurant les différences entre les obligations à long terme et les taux à court terme, jugés importants pour les prévisions de récession et de croissance;
- Les flux d'aide étrangère- les sources d'aide extérieure;
- Les flux de facteurs (main d'œuvre, compétences, capitaux, biens et services);
- Les tendances du niveau des prix (IPC, IPP⁵);
- Les tendances des taux d'intérêt et de change et position des réserves.

3. Évolution de la situation sociale (1400 mots). Pour le débat sur la réduction de la pauvreté, la santé et l'éducation, la protection sociale et les travailleurs, l'égalité des sexes et la politique de promotion de l'égalité des sexes.

4. Principaux défis et risques sur le plan des politiques (2000 mots). Cette section aborde les questions majeures et controverses liées aux politiques. L'optique variera selon les pays, et on fera une synthèse des positions essentielles sur les politiques clefs, comme par exemple la politique énergétique, les mesures de création d'emplois, les problèmes d'infrastructure, l'intégration régionale, la politique agricole et les politiques visant à accélérer la transformation structurelle (voir tableau 1).

4 PPA – Parité de pouvoir d'achat.

5 IPC – Indice des prix à la consommation; IPP - Indice des prix à la production.

Tableau 1. Structure et longueur des profils trimestriels de pays

#	Section	Nombre de mots maximum
1.	Vue d'ensemble/Résumé	300
2.	Évolution récente/contexte national et sous-régional	1 000
3.	Performance économique	2 400
	3.1. Performance sectorielle	400
	3.2. Inflation et politique monétaire	400
	3.3 Compte courant et performance commerciale	400
	3.4 Politique budgétaire et politique d'endettement	400
	3.5. Compte de capital – Investissement direct étranger (IDE) et flux d'aide.	400
4.	Contexte social	1 400
	4.1. Réduction de la pauvreté	400
	5.2. Santé et éducation	400
	5.3. Protection sociale et travailleurs	300
	5.4. Égalité des sexes et politique de promotion de l'égalité des sexes	300
5.	Principaux défis et risques sur le plan des politiques	2 000
TOTAL maximal de mots pour le profil de pays		7000

Sections facultatives

a. Gouvernance et planification du développement

Les pays ont élaboré des plans de développement national qui font une plus large place aux questions liées à la productivité, à la création d'emplois et à la transformation économique. Il conviendrait donc de faire une synthèse de leurs objectifs à court et à moyen terme, et une évaluation des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs institutionnels et politiques de l'année en cours. Outre la

présentation de l'évolution des indicateurs de gouvernance économique et d'entreprise, ainsi que l'examen des changements dans la performance des stratégies et des plans de développement national, cette évaluation s'appuie sur les informations recueillies à partir d'entretiens avec les autorités nationales, pour tenter d'expliquer les réussites et les lacunes.

Principales questions

- Quelles sont les principales évolutions récentes liées à la gouvernance politique, économique et d'entreprise dans le

pays? Quels sont les principaux facteurs institutionnels et politiques qui influent sur la gestion et la performance du secteur public?

- Le pays dispose-t-il d'un plan de développement national? Ce plan intègre-t-il des objectifs de transformation économique? Quelles sont les principales réalisations du plan? Quels sont les obstacles à la réalisation des objectifs énoncés? Selon les autorités nationales, qu'est-ce qui devrait être réalisé durant l'année en cours ou l'année suivante?
- Dans quelle mesure les plans de développement national s'inscrivent-ils en droite ligne des priorités de développement régional?

b. Changements climatiques et économie verte⁶

Cette section aborde les questions et problèmes liés à l'impact de la transformation socioéconomique sur l'environnement, les changements climatiques et les politiques/mesures formulées et mises en œuvre par le gouvernement, les organisations non gouvernementales (ONG) ainsi que les organisations régionales et internationales.

Les indicateurs pourraient inclure :

- i. Les objectifs de développement durable;

- ii. L'économie verte, les énergies renouvelables, la technologie, le tourisme, les activités manufacturières à faible émission de carbone, le transport efficace, le commerce électronique, l'utilisation des ressources naturelles se rapportant à la structure économique du pays, etc. ;
- iii. Les données sur la performance environnementale du pays
- iv. La cartographie des vulnérabilités du pays;
- v. Une analyse thématique;

Au fur et à mesure du renforcement des capacités et de la production de données pertinentes, la comptabilité des ressources naturelles (qui saisit les coûts environnementaux et sociaux de la production ainsi que les modes de consommation) sera intégrée dans les profils de pays.

Principales questions

- Quels sont les principaux aspects des changements climatiques et leurs effets sur les secteurs clés de l'économie?
- Comment les activités économiques en cours influent-elles sur les changements climatiques?
- Quelles sont les politiques que les pays adoptent ou devraient adopter pour atténuer les effets des changements climatiques et renforcer l'adaptation à ces effets ?

⁶ La portée de l'analyse pourrait, au départ, être restreinte par le manque de bases de données nationales et d'indicateurs pertinents (questions statistiques). Il y aura lieu certainement d'améliorer ou de développer davantage les données. Pour compléter les données quantitatives, il faudra que dans l'analyse qualitative, les missions sur le terrain consultent les acteurs clés. Il s'agit d'une «niche» qui peut être très importante pour nos profils de pays.

c. Sécurité alimentaire

Les indicateurs pourraient inclure:

- i. Les tendances et la croissance du PIB agricole par sous-secteur;
- ii. La production et la productivité dans l'agriculture;
- iii. La production et le commerce des denrées alimentaires;
- iv. Les investissements et l'emploi dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation;
- v. La pauvreté en milieu rural et la diversification des sources de revenus;
- vi. La vulnérabilité aux changements climatiques;
- vii. Les autres indicateurs (à identifier), par exemple :
 - » La faim ;
 - » Un indicateur composite, à concevoir, pour mesurer la transformation agricole (qui est principalement basée sur l'accès à des mécanismes de commercialisation appropriés, l'accès sécurisé à la terre, la stabilité de l'environnement macroéconomique, le renforcement des services de vulgarisation, la capacité de créer des emplois non agricoles, la valeur ajoutée, la gestion des risques).

Principales questions

- Comment peut-on formuler et mettre en œuvre des politiques intégrées visant à accroître la productivité, l'accès à l'alimentation, le commerce, la valeur ajoutée, la diversification économique et à promouvoir les agro-industries ainsi que la création d'emplois dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation?
- Comment faire face aux risques liés à la sécurité alimentaire, et ceux posés par le changement climatique aux ressources naturelles (terre, eau, énergie ...)?

d. Prévisions, mesures impératives et scénarios en matière de transformation structurelle (en fonction des mesures et de l'analyse des incertitudes et des risques de baisse)

Cette section présentera des scénarios et des perspectives relatifs aux sections précédentes. Elle fournira des prévisions d'indicateurs clefs tels que la croissance du PIB sur la base des données sectorielles, macroéconomiques et d'autres informations provenant de sources secondaires et des missions sur le terrain.

La CEA envisage de construire un prototype de prévisions macroéconomiques interactif simple mais cohérent qui servira à établir des prévisions macroéconomiques au profit de l'analyse, la formulation, la mise en œuvre et le suivi des politiques aux niveaux national et régional. En sus des utilisations internes à la CEA, ce modèle pourrait également aider les États membres et les

communautés économiques régionales à générer des prévisions crédibles, et à mener des analyses de politiques dynamiques et prospectives. Il n'empêche que le prototype doit être institutionnalisé au sein de la CEA et régulièrement utilisé comme activité essentielle. Il appartiendra à la Division de la politique macroéconomique, au Centre africain pour la statistique et aux bureaux sous-régionaux d'identifier, d'adopter et d'appliquer ce modèle.

Des prévisions majeures seront faites régulièrement pour certaines variables telles que la croissance du PIB, les équilibres internes et externes et l'inflation. Cela étant, des modèles à équation unique et des techniques de prévision seront également utilisés pour fournir des prévisions et des projections sur les variables individuelles telles que la croissance et la dynamique de la population. Les prévisions devront être mises à jour tous les trimestres ou deux fois l'an selon la disponibilité des données.

e. Contexte national et sous-régional et intégration régionale

Outre les données et les analyses propres à chaque pays, le profil prévoira une section sur le contexte ou la situation au niveau sous-régional consistant en une synthèse des données, des informations et des analyses ainsi qu'en des questions de politiques au niveau sous-régional. Le contexte sous-régional permettra de suivre les tendances et les indicateurs de développement économique et social à l'échelle sous-régionale, et d'identifier les facteurs explicatifs communs ainsi que les

développements connexes dans la sous-région, le continent et le reste du monde.

Cette section présentera notamment des données et des informations propres à chaque pays auxquelles viendront s'ajouter des indicateurs sous-régionaux pertinents. Elle donnera des informations et fera des analyses sur les progrès réalisés en matière d'intégration régionale en se fondant sur l'indice d'intégration régionale (qui est en cours d'élaboration). L'évolution du commerce intra-africain fera l'objet de discussions tout comme les principaux facteurs déterminants. La mise en place progressive de cadres macroéconomiques communs et d'une monnaie commune nécessite l'évaluation des critères de convergence macroéconomiques, qui ont été adoptés à l'échelle régionale ou sous-régionale, ainsi que les effets de divers accords de partenariat économique et des règles pertinentes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Les principales questions qui seront abordées et les faits qui seront présentés dans cette section sont notamment:

- Le niveau du PIB de la sous-région ventilé par secteur et les principaux moteurs de croissance.
- La contribution des pays à la croissance de la sous-région et partant, l'identification de la plus grande économie de la sous-région.
- Les principales importations et exportations de la sous-région, y compris les produits transformés et manufacturés.

- La dynamique de l'emploi dans la sous-région, ventilée par âge et par sexe et mettant en évidence les principaux facteurs d'entraînement.
- Quel est le niveau des progrès marquants sur la voie de l'intégration régionale à l'échelle sous-régionale et continentale (tel que mesuré par l'indice d'intégration régionale)? Quels sont les obstacles à l'intégration régionale?
- Quel est le niveau du commerce intra-africain? Quels types de matières premières ou de produits le pays échange-t-il avec d'autres pays africains? Quels sont les principaux corridors ou moyens d'échange?

f. Transformation et performance économiques

Cette section ambitionne d'évaluer la performance et la transformation économiques, généralement définies comme un changement dans les structures de production caractérisé par une part croissante d'activités de haute productivité dans l'industrie manufacturière et les services modernes. Des indicateurs/indices de transformation économique doivent être utilisés pour suivre les progrès aux niveaux national, sous-régional et continental et parallèlement évaluer l'impact de l'appui de la CEA aux États membres, notamment les recommandations et les conseils contenus dans sa publication phare, le *Rapport économique sur l'Afrique* et d'autres publications et activités.

La section examinera et évaluera:

- Le modèle du taux réel de croissance du PIB et son origine: les principaux secteurs dominants, avec des comparaisons continentales et sous-régionales;
- L'importance de chaque secteur sous l'angle des volumes, conformément à la Classification internationale type par industrie (CITI);
- La part du secteur manufacturier dans la valeur ajoutée totale;
- Le changement structurel dans l'industrie manufacturière : l'indice de changement structurel, en ayant recours à l'indice Finger- Kreinin pour mettre en évidence les dissemblances ou un indice équivalent;
- La population active travaillant dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire;
- Les exportations et les importations:
 - » La structure et le volume des exportations et les principales destinations;
 - » La structure et la valeur des importations et les sources principales;
- Le volume et la structure des investissements (locaux et IDE):
 - » Actuelle;
 - » À venir (en fonction des accords et des plans qui sont mis en œuvre);

- Le capital humain et les infrastructures, notamment l'énergie, les communications et les transports;
- L'indice de vulnérabilité économique pour évaluer de quelle manière la transformation économique, ou l'absence de celle-ci, influe sur la vulnérabilité des pays aux chocs.

Cette section mettra également en relief les facteurs qui sous-tendent les tendances observées, principalement les réformes institutionnelles, macroéconomiques et sectorielles, l'adoption et l'adaptation de nouvelles technologies dans des secteurs clefs et ainsi de suite.

Les principales questions auxquelles la section apportera des éléments de réponse sont notamment les suivantes:

- Quels sont les facteurs déterminants de la croissance économique, en général, et de la croissance dans l'agriculture, l'industrie et les services, en particulier? Quelles politiques l'État a-t-il conçues ou doit-il concevoir pour promouvoir la croissance et la transformation sectorielles?
- Dans quelle mesure la structure des exportations a-t-elle évolué? Quels sont les facteurs déterminants de cette évolution?
- Les sources d'importation et les destinations des exportations se sont-elles diversifiées? Comment s'expliquent les changements observés? Quelles sont les incidences sur la consommation

des ménages, sur les biens et services intermédiaires, et sur la production des entreprises locales?

- Quels sont les principaux projets d'investissement mis en œuvre? Quels investissements sont prévus par l'État et par les principales parties prenantes du secteur privé? Quels sont les effets attendus?
- Le pays dispose-t-il d'une politique d'investissement? Quelles en sont les principales mesures? Quels sont les incidences de cette politique? Est-elle étayée par les mesures législatives ou réglementaires nécessaires en matière d'investissement?
- Les objectifs d'investissement prévus ont-ils été atteints? Si la réponse est non, pourquoi?
- Quel est le niveau de l'investissement privé national et étranger? Quels sont les secteurs cibles et les liens prévus en amont et en aval?
- Quel sont les retombées de la science et de la technologie (recherche et développement) illustrées, notamment, par l'enregistrement de brevets?

g. Transformation et avancées sociales

Dans la présente section, on examinera le développement humain et social, et on évaluera l'action menée par les États membres pour améliorer les conditions de vie de la population dans le cadre des objectifs convenus du programme de développement social. Les

principaux indicateurs d'évaluation du développement et de la transformation seront, notamment:

- La dynamique et les caractéristiques de la population: les jeunes, l'âge, l'urbanisation, ainsi que la structure par sexe et par âge.
- Le suivi des réalisations sociales, notamment sur le plan de l'égalité des sexes, de la représentation politique, de l'éducation et de la formation, des inégalités, de l'emploi, de la pauvreté, de la protection sociale.
- La santé et les soins médicaux.

Davantage d'indices récapitulatifs seront élaborés en fonction des objectifs de développement pour l'après-2015 et des objectifs de développement de l'Afrique qui ne sont pas encore arrêtés définitivement. Pour chaque variable clé, il conviendra de présenter et d'analyser les facteurs déterminants et les nouvelles politiques engagées. Il n'est nullement prévu que chaque publication de profil de pays prenne en compte tous les secteurs. Les bureaux sous-régionaux devraient donc circonscrire leur choix à deux ou trois secteurs qu'ils couvriront, tout en accordant une attention particulière aux secteurs dominants dans certains pays qui figurent dans le rapport sur les profils de pays.

Principales questions

- Quels sont les facteurs clefs qui favorisent le lien entre la croissance et le développement humain et social? Comment les liens entre la croissance

économique et le développement social peuvent-ils être mesurés?

- Quels sont les principaux facteurs institutionnels, politiques et les autres paramètres qui sous-tendent la transformation sociale de l'Afrique?
- Quelles sont les incidences de la dynamique démographique sur la croissance économique et le changement social?
- Quelles sont les actions publiques nécessaires pour résoudre les problèmes de chômage, d'inégalités et de pauvreté?

h. Évaluation des prévisions de croissance et de l'exactitude des données

Au-delà des aspects quantitatifs, les profils de pays aideront les États membres à renforcer l'aspect qualitatif des données. À cet égard, deux types d'évaluation seront pris en compte

Évaluation des prévisions de croissance

Pour élaborer des politiques efficaces, il est essentiel de disposer de prévisions rigoureuses. Les profils de pays peuvent utilement servir aux décideurs en ce sens qu'ils fournissent des ensembles de prévisions émanant de diverses organisations, ainsi qu'un suivi de l'exactitude des prévisions. À l'heure actuelle, aux prévisions nationales (lorsqu'elles existent) viennent s'ajouter les cinq ensembles de prévisions disponibles suivants, provenant de sources internationales, pour la majorité des pays africains :

- i. Les prévisions figurant dans la publication du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU intitulée «Situation et perspectives de l'économie mondiale (publié en décembre et juin)⁷
- ii. Les Perspectives économiques du Fonds monétaire international (avril et octobre)
- iii. Les Perspectives économiques pour l'Afrique (PEA) (publié en mai)
- iv. Le service de recherche du magazine *The Economist* (mis à jour périodiquement)
- v. Les perspectives économiques mondiales de la Banque mondiale (publiées en janvier et juin).

Il est proposé que chaque profil de pays présente ces cinq sources de prévisions, ainsi que les chiffres nationaux (estimations ou prévisions). La moyenne des prévisions devrait servir de base de référence aux fins de la comparaison⁸, afin de donner une idée du degré d'incertitude qui entoure les prévisions émanant des différentes institutions.⁹

Les particularités de chaque pays seront prises en compte ; en effet, on peut s'attendre à un degré de variabilité beaucoup plus élevé

dans un pays en proie à une crise politique prolongée (par exemple la Libye) que dans un autre qui jouit d'une relative stabilité (Ghana). De même, les économies peu diversifiées tributaires de l'exploitation des ressources naturelles (par exemple la Guinée équatoriale) sont susceptibles de connaître une plus grande variabilité en matière de résultats et de prévisions de croissance qu'une économie plus diversifiée, comme l'Afrique du Sud.

Exactitude des données

Les profils de pays comporteront une évaluation des sources de données établie en fonction de différents critères visant à en évaluer la fiabilité, la régularité, la disponibilité et l'accès. Cette notation nous permettra d'atteindre deux objectifs:

- La nécessité (ou non) d'utiliser d'autres sources de données, d'avoir de meilleurs mécanismes d'évaluation et d'analyse du phénomène socioéconomique liées à ces données spécifiques.
- L'identification d'activités spécifiques de renforcement des capacités pour améliorer la qualité des données.

⁷ DAES – Département des Affaires économiques et sociales - Nations Unies - Situation et perspectives économiques mondiales (WESP).

⁸ L'écart-type est souvent utilisé, mais là où il existe de grandes variations en ce qui concerne l'ampleur, il serait préférable d'utiliser le coefficient de variation (l'écart-type divisé par la moyenne).

⁹ Comme on le voit, les dates de publication des différentes prévisions varient selon les sources - ce qui influe sur l'exactitude des diverses prévisions. Par exemple, il est injuste de comparer à la fin de l'année une prévision publiée par l'opérateur économique agréé (ce qui aurait été fait grâce aux données macroéconomiques recueillies en novembre/décembre de l'année précédente), et les prévisions des Perspectives économiques du FMI d'octobre de la même année. La cohérence temporelle dans les prévisions est donc importante.

6. Modèle de données pour les profils de pays

a. Contexte sous-régional

Le profil sous-régional suivra la structure du profil de pays, présenté dans un contexte régional et les données régionales nécessaires pourront se chevaucher d'une section à l'autre

Tableau 2. Principaux indicateurs de performance macroéconomique et sectorielle

Variable	Durée	Couverture géographique	Remarques
Taux de croissance réelle du PIB (pays)		Pays, sous-régions CEA, Afrique	
PIB, en prix constants (chaque pays de la région)	Année (N1)	Pays, pays de la sous-région	
PIB par secteur (agriculture, industrie, industries manufacturières et services), en prix constants	Année (N-1), Année (N-2)	Pays, sous-régions CEA	La contribution de chaque secteur à la croissance économique est calculable. Les sections de la CITI ^a ISIC - Classification internationale type par industrie.# devraient être utilisées.
PIB, en prix courants (approche des dépenses)	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3)	Pays	

a CITI - Classification internationale type par industrie.

b. Transformation et résultats économiques

Tableau 3. Indicateurs de tendances et transformation économiques

Variable	Durée	Couverture géographique	Remarques
PIB par activité, prix constants	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays	La contribution de chaque secteur à la croissance économique est calculable.
Exportations totales, valeur en \$ÉU	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays, et par pays de destination	
Exportations de produits transformés, valeur en \$ÉU	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays, et par pays de destination	
Exportation de produits bruts, valeur en \$ÉU	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays, et par pays de destination	
Exportations des principaux produits de base, valeur en \$ÉU	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays, et par pays de destination	
Exportation des principaux produits de base, indices du volume	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Country	
Importations totales, valeur en \$ÉU	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays, et par pays d'origine	
Importations de biens transformés, valeur en \$ÉU	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays, et par pays d'origine	

Variable	Durée	Couverture géographique	Remarques
Importations de produits bruts, valeur en \$ÉU	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays, et par pays d'origine	
Flux entrants d'IDE, \$ÉU	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays, et par pays d'origine	
Flux sortants d'IDE, \$ÉU	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays, et par pays d'origine et de destination	
Formation de capital fixe brut (investissement)	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays	Privé et public
Indice de changement structurel dans le secteur manufacturier (Finger-Kreinin ou équivalent)	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays	
Proportion de travailleurs employés dans les secteurs primaire et tertiaire	Année (N-1), Année (N-2), Année (N-3), Année (N-4), Année (N-5)	Pays	

c. Transformation et avancées sociales (en fonction des objectifs du Millénaire pour le développement/objectifs de développement pour l'après-2015/objectifs de développement de l'Afrique/objectifs de développement durable)

Tableau 4. Indicateurs de développement social

Indicateurs de développement
Proportion de la population en vivant en dessous de 1 \$ (PPA ^a) par jour ^b
Taux d'écart de pauvreté
Part du quintile le plus pauvre dans la consommation nationale
Taux de croissance du PIB par personne employée
Ratio emploi/population
Proportion de personnes employées disposant de moins d'un \$ÉU (PPA) par jour
Proportion de travailleurs indépendants et de travailleurs familiaux non rémunérés dans le total des emplois
Prévalence d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale
Proportion de la population en dessous du niveau minimal de consommation d'apports énergétiques
Taux d'inscription net à l'école primaire
Proportion d'élèves commençant la première année qui atteignent la dernière année du primaire
Taux d'alphabétisation des 15-24 ans, femmes et hommes
Ratios filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur
Taux de mortalité des moins de cinq ans
Taux de mortalité maternelle
Proportion d'accouchements assistés par un personnel de santé qualifié
Taux de prévalence des contraceptifs
Prévalence du VIH au sein de la population âgée de 15-24 ans
Incidence et taux de mortalité associés au paludisme

a PPA - Parité de pouvoir d'achat.

b Pour le suivi des tendances de la pauvreté dans un pays, les indicateurs basés sur les seuils de pauvreté nationaux devraient être utilisés, si tant est qu'il y en ait.

- La répartition sectorielle des dépenses publiques ;
- Les dépenses publiques par secteur, en pourcentage du PIB et en pourcentage du total des dépenses.

d. Gouvernance, planification du développement, et intégration et convergence régionales

- Les indices d'intégration régionale;
- Le commerce intra-africain: principaux produits et destinations;
- Les indicateurs de convergence macroéconomique : conformité aux normes convenues au niveau sous-régional;
- La gouvernance économique et des entreprises et les indices institutionnels.

e. Changements climatiques et économie verte (à inscrire dans la perspective des objectifs de développement pour l'après-2015/ objectifs de développement de l'Afrique /objectifs de développement durable)

- Les indicateurs d'atténuation: émissions de gaz à effet de serre, part des énergies renouvelables dans la palette énergétique
- Les indicateurs d'adaptation : niveau d'intégration, d'adaptation aux politiques, niveau de mise en œuvre d'un plan national d'adaptation
- Les indices de l'économie verte

f. Sécurité alimentaire (à inscrire dans la perspective des objectifs de développement pour l'après-2015/ objectifs de développement de l'Afrique/objectifs de développement durable)

- Le PIB agricole (% du PIB)
- Le taux national de production alimentaire/d'autosuffisance alimentaire
- La balance commerciale : évolution des importations - exportations agricoles et alimentaires
- Les personnes souffrant d'insécurité alimentaire
- L'évolution de l'investissement dans l'agriculture

g. Prévisions

Les prévisions concerneront principalement les perspectives économique globales, telles que mesurées par les perspectives de croissance du PIB. Ces prévisions reposent nécessairement sur des données détaillées de la comptabilité nationale et des hypothèses, selon le modèle de prévision que la CEA doit concevoir et utiliser. Le tableau en annexe 1 présente les données de base nécessaires à tout modèle de prévision fondamentale. Celles-ci doivent également servir de base et être liées aux données plus détaillées qui figurent dans les tableaux 2 et 3 ci-dessus. Comme on l'a indiqué plus haut, les prévisions concernant d'autres variables peuvent être effectuées à l'aide de modèles d'équation unique.

7. Périodicité, longueur des profils des pays et calendrier

Longueur des profils des pays:

- Option 1: Profils de pays annuels de 10 pages et mises à jour semestrielles ou trimestrielles de 2 pages, en fonction des données disponibles. De toute évidence, il peut s'avérer nécessaire de consacrer plus de 10 pages aux données et à l'analyse des variables susmentionnées, tandis que les conclusions, les indicateurs ainsi que les messages et les

recommandations pratiques peuvent être présentés sur deux pages. Il faudra décider, lors d'une étape ultérieure, comment présenter les principaux indicateurs et variables, ainsi que les messages et recommandations pratiques, notamment sous forme de graphiques.

- Option 2: Profils de pays trimestriels de deux pages chacun.

Tableau 5. Calendrier

Tâches	T (i) M1				T (i) M2				T (i) M3				T(i+1) M1	
	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2
Mission de collecte de données	■				■				■				■	
Envoi de données au Centre africain pour la statistique		■	■			■				■				■
Premier projet ou version revue	■	■	■		■	■	■		■	■	■			
Vérification de la cohérence et agrégation		■	■			■	■			■	■			
Téléchargement dans la base de données			■				■				■			
Préparation de la mission de collecte de données				■				■				■		
Prévisions											■	■		
Deuxième projet											■	■	■	
Examen par les pairs													■	
Version finale et publication														■

8. Rôles et responsabilités des bureaux sous-régionaux et des divisions, et lien entre les profils des pays, les profils régionaux et d'autres publications de la Commission économique pour l'Afrique

Les bureaux sous-régionaux seront les principaux acteurs de la production des profils de pays de leur sous-région.

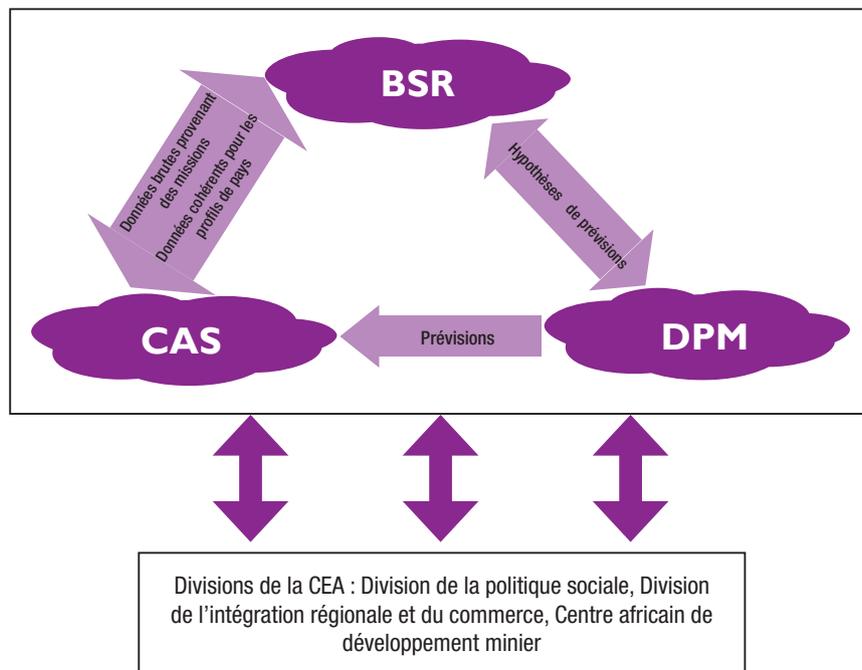
Ils traiteront directement avec les États membres pour recueillir des données primaires et secondaires auprès des bureaux nationaux de statistique. Toutes les données utilisées par la CEA doivent faire l'objet de la même procédure de validation de la qualité et être cohérentes, quel que soit le bureau sous-régional qui en a fait la compilation. Le Centre africain pour la statistique sera chargé des procédures statistiques nécessaires pour valider et harmoniser les divers ensembles de données aux fins d'agrégation, de prévision et d'analyse.

Comme on l'a vu dans la section 4, afin de réduire le coût de la collecte des données et d'améliorer la capacité du Centre africain pour la statistique de coordonner le processus

statistique collectif, il conviendrait d'associer le Centre à la collecte de données pour certains profils de pays. Le Centre pourrait par ailleurs décider qu'il appartiendra au siège de prendre l'initiative d'établir certains profils de pays, notamment dans le cas de l'Éthiopie, pour des raisons évidentes, mais également pour des pays proches du siège. Les données prises en compte pour dresser les profils de pays seront également utilisées dans la compilation des publications de la CEA ainsi que pour étayer tous les travaux d'analyse et de recherche stratégiques afin de veiller à la cohérence des données et des messages.

Les bureaux sous-régionaux collaboreront étroitement avec le Centre africain pour la statistique et la Division de la politique macroéconomique (voir la figure 1) afin d'établir des prévisions et de les mettre à la disposition de tous les utilisateurs via le serveur de données de la CEA. La Division de la

Figure 1. Flux du travail entre les bureaux sous-régionaux et les divisions



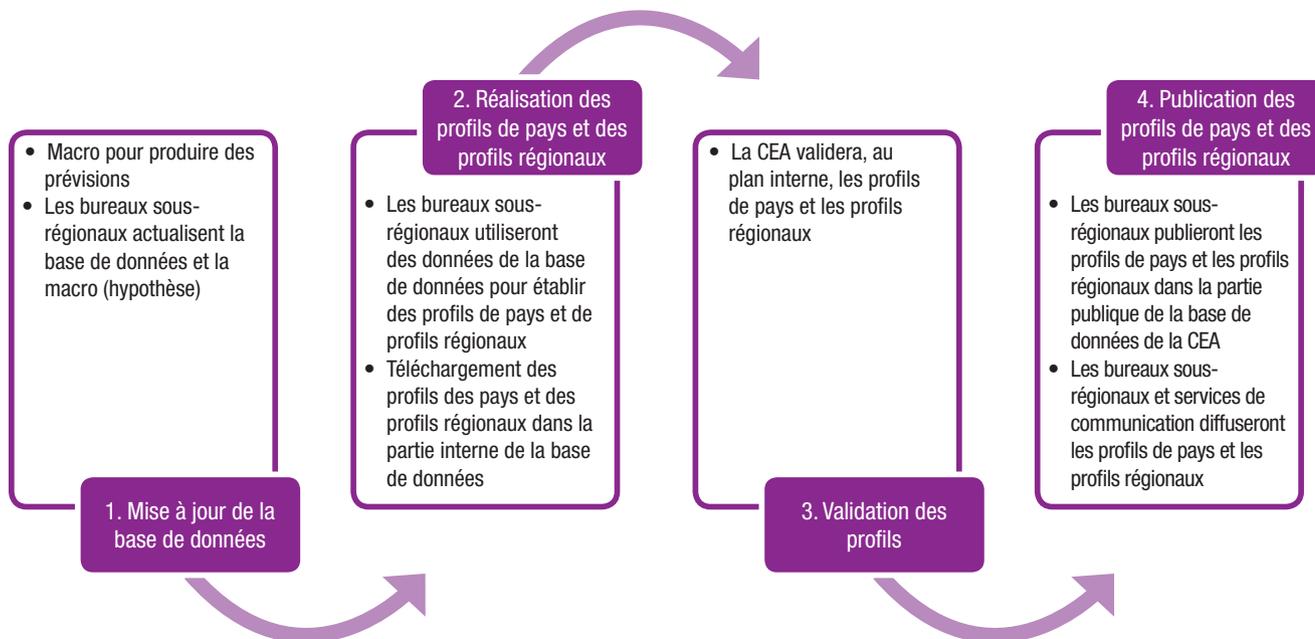
politique macroéconomique aura en outre pour mission de formuler une analyse technique et des recommandations au niveau continental.

En ce qui concerne les différentes étapes de l'action menée, dès que les profils seront terminés par les bureaux sous-régionaux, ils seront ajoutés à la base de données de la CEA en vue de l'examen interne (voir figure 2) réalisé par les pairs. Il est prévu que les autres divisions de la CEA apportent leur contribution en passant en revue des parties données des profils. L'examen par les pairs se fera par vidéoconférence et les équipes d'examineurs seront mises sur pied d'entente avec toutes les divisions techniques de la CEA. Enfin, il sera procédé à un examen externe des profils, auquel seront associés les pays

concernés. La version finale des profils sera ensuite rendue publique. À titre provisoire, pendant la phase d'établissement de la base de données de la CEA, le Centre africain pour la statistique et la Division de la politique macroéconomique veilleront à ce que les mêmes sources de données soient utilisées pour le Rapport économique sur l'Afrique. Le Centre, les bureaux sous-régionaux et la Division devraient participer à l'élaboration de questionnaires pertinents qui pourront être utilisés dans les études de cas.

Il convient d'ajouter que les profils de pays seront utilisés dans les publications de la CEA, notamment le Rapport économique sur l'Afrique et les rapports annuels sous-régionaux sur la situation économique et sociale.

Figure 2. Étapes de l'établissement des profils de pays



9. Partenariat avec les États membres, les communautés économiques régionales et les autres parties prenantes, notamment les institutions nationales ou régionales de recherche et de formation

L'établissement des profils des pays passera nécessairement par la collaboration entre les différents acteurs aux niveaux national, sous-régional et régional, qu'il s'agisse de la collecte de données, de l'analyse des politiques ou de l'examen externe des profils de pays.

Au niveau national, la CEA devra travailler en étroite collaboration avec les services centraux des systèmes statistiques nationaux, en particulier les bureaux nationaux de statistique et les banques centrales. Pour que les États membres participent à cette initiative et souscrivent au principe des profils de pays, il est essentiel que la CEA signe des mémorandums d'accord avec les organes nationaux compétents au sujet de la fourniture de données, du renforcement des capacités, de l'analyse des politiques et d'autres domaines de collaboration propres à chaque pays, qui

seront déterminés en fonction de l'évolution du processus. Ces organes nationaux seraient notamment des institutions de formation et de recherche, des institutions privées telles que des banques, des organisations non gouvernementales, des chambres de commerce et d'industrie, des agences d'investissement, etc.

Aux niveaux sous-régional et régional, en partenariat avec les communautés économiques régionales et d'autres institutions du système des Nations Unies, les bureaux sous-régionaux procéderont à la collecte de données et à la préparation des profils des pays. La mise en place de partenariats avec d'autres agences des Nations Unies permettra d'éviter le chevauchement d'efforts et de renforcer le principe de l'«unité dans l'action».

10. Besoins en financement et en aux ressources - humaines

Le personnel des bureaux sous-régionaux et des divisions de la CEA participeront à l'établissement des profils de pays. Il est prévu qu'au moins cinq fonctionnaires du Centre africain pour la statistique et cinq membres de la Division de la politique macroéconomique soient associés au processus. Pour l'examen des profils par les pairs, deux fonctionnaires de chacune des divisions qui ne collaborent pas directement à la production et trois membres de chaque bureau sous-régional constitueront l'équipe d'évaluation. En moyenne, un évaluateur ne devrait pas avoir plus de trois profils à examiner.

Les fonctionnaires sont censés interagir régulièrement avec les États membres. Des ressources doivent être dégagées pour appuyer la participation des États membres à l'examen des profils de pays.

Ressources financières:

- Nombre de pays: 54
- Nombre de jours par mission : cinq

- IJS¹⁰: en moyenne \$275
- Billet d'avion: 1 500 dollars
- Nombre de missions par pays: deux
- Nombre de fonctionnaires par mission : un
- Coût des consultants locaux (rédacteurs nationaux) et de la collecte de données: 10 000 dollars par pays
- Réalisation des profils des pays (notamment édition, traduction, examen): 963 684 dollars par an
- Frais de diffusion : 5000 par pays (270 000 dollars pour l'ensemble des pays africains), plus commercialisation générale (250 000 dollars) = 520 000 dollars.

Coût direct total:

- Collecte de données: 15 750 dollars par pays et par an, soit 850 500 dollars

¹⁰ IJS – Indemnités journalières de subsistance.

- Coûts de production : 963 684 dollars
- Coût de diffusion : 520 000 dollars
- Total: 2 334 184 dollars par an.

11. Couverture nationale

Au cours de la période de transition (2013), les bureaux sous-régionaux établiront chacun trois profils de pays. Selon les prévisions du budget- programme révisé pour l'exercice biennal 2014-2015, chaque bureau sous-régional devrait réaliser au moins quatre profils par an. Pour réduire le coût de la collecte des

données et améliorer la capacité du Centre africain pour la statistique de coordonner le processus statistique collectif, ce dernier devrait participer à la collecte de données pour la création de certains profils (Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Soudan et Soudan du Sud), et les produire conjointement avec les bureaux sous-régionaux ou, pour certains d'entre eux, en prendre l'initiative. L'objectif ultime est de couvrir tous les pays.

Annexe 1: Cadre des comptes nationaux pour les prévisions élémentaires de croissance

Comptes nationaux en monnaie nationale courante		
Consommation privée	Autres achats de biens et services	Monnaie nationale /Rand
Consommation publique	Autres dépenses courantes	Prix du pétrole \$ÉU par baril
Investissement privé	Transferts courants	Indices des prix alimentaires mondiaux
Investissement public	Paiement d'intérêts	Inflation zone Euro
Exportations	Dépenses d'investissement	Changement dans les prix d'exportation
Importations (prix frontière, c'est à dire hors tarifs douaniers)	Prêts nets	<i>Économie locale</i>
Impôts indirects (y compris les tarifs douaniers et net de subs.)	Dépenses publiques courantes (comptes publics)	Prix à la production du secteur d'exportation 1 (Monnaie nationale)
PIB aux prix du marché	Recettes totales	Prix à la production du secteur d'exportation 2 (Monnaie nationale)
	Dépenses totales	

PIB au coût des facteurs	Plus de données exogènes	Prix à la production du secteur d'exportation 3 (Monnaie nationale)
Commerce international en monnaie nationale courante (balance des paiements et sources compt. nationale)	<i>Volume de base et évolution des prix</i>	Prix à l'exportation du secteur 4 (Monnaie nationale)
Importations énergétiques	Taux réel de croissance du PIB	Taux de croissance de la production alimentaire
Importations alimentaires	Inflation (IPC)	Évolution des prix à la production alimentaire
Autres importations de produits de base (résiduelles)	<i>Secteur externe</i>	Croissance du salaire dans le secteur public
Importations totales de biens (BDP)	Secteur export. 1 en volume	Taux de croissance dans le secteur privé
Importation de services autres que les revenus de facteurs	Secteur export. 2 en volume	Transferts RDM aux Mn
Autres exportations	Secteur export. 3 en volume	Évolution des prix des services publics
Exportations totales de biens (BDP)	Secteur export. 4 en volume	
Exportations de services autres que les revenus de facteurs retardées	Prix mondial du secteur export. 1 (\$ÉU)	
Recettes touristiques	Prix mondial du secteur export. 2 (\$ÉU))	
Comptes budgétaires en monnaie nationale courante	Prix mondial du secteur export. 3 (\$ÉU)	
Impôts directs (sur le revenu, les bénéfices)	Prix mondial du secteur export. 4 (\$ÉU)	
Recettes sur les impôts locaux indirects	Export. de produits de base en monnaie nationale courante	
Impôts sur le commerce	Monnaie nationale / \$ÉU	
Autres taxes	\$ÉU / EURO	
Autres recettes	Monnaie nationale / EURO	
Subventions		
Traitements et salaires		

Abréviations: IPC : indice des prix à la consommation; bbl : baril; BDP : balance des paiements; RDM : reste du monde; Mn : ménage.

Annexe 2: Profils de pays et liens actuels

Institution	Points du profil	Liens
CNUCED	Rapport sur l'investissement dans le monde (Thématique) et fiche d'information sur le pays	http://unctad.org/Sections/dite_dir/docs/wir12_fs_zm_en.pdf *
PNUD	Rapport national sur le développement humain (2011) - tendances, données et analyse descriptive	http://hdr.undp.org/en/reports/national/africa/zambia/NHDR_Zambia_2011_en.pdf
UNSA	UNdata: Le petit livre de statistiques mondiales, UNSA	http://data.un.org/CountryProfile.aspx?crName=Zambia *
CEA	Livre de poche des statistiques sur l'Afrique 2012 (CEA/BAD/ CUA)	http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/yearbook_2012.pdf
Fact book CIA	Informations sur les caractéristiques économiques, sociales, politiques, culturelles et autres des pays, (interactif)	https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/docs/profileguide.html
BAD	Rapports sur les profils de gouvernance des pays (BAD/Fonds africain de développement)	http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Botswana%20Country%20Governance%20Profile__01.pdf
Banque mondiale	Profil de pays	http://ddp-ext.worldbank.org/ext/ddpreports/ViewSharedReport?&CF=1&REPORT_ID=9147&REQUEST_TYPE=VIEWADVANCED&HF=N&WSP=N *
OCDE	Profils statistiques par pays- édition 2011	http://stats.oecd.org/Index.aspx?DatasetCode=CSP2011
	Perspectives économiques en Afrique 2011. Tableau du développement socioéconomique de l'Afrique	
FMI	Rapports de pays	http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2012/cr12200.pdf
Service de recherche du magazine The Economist	Perspectives économiques et politiques à court et moyen terme pour les pays, et analyse des récents développements	http://www.eiu.com/site_info.asp?info_name=ps_country_reports

Institution	Points du profil	Liens
FAO	Outil d'information donnant accès à des renseignements propres aux pays dans l'agriculture et le développement de domaines particuliers. Cartes et graphiques interactifs.	http://www.fao.org/countryprofiles/fr/

Abréviations: BAD: Banque africaine de développement; CUA: Commission de l'Union africaine; CIA: *Central Intelligence Agency* des États Unis d'Amérique; FAO: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; OCDE: Organisation de coopération et de développement économiques; CNUCED: Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; PNUD: Programme des Nations Unies pour le développement; UNSD: Division de statistique de l'ONU.

